



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE
ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 2021

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)
DECEMBRE 2021

INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2021

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)
Décembre 2021

SOMMAIRE

I- RÉSUMÉ : NOUVELLE CONTRACTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)	4
II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB	9
2.1- Chute de la branche agricole et des industries extractives (CITI 01– 09)	9
2.2- Croissance négative des industries manufacturières (CITI 10 – 33).....	10
2.3- Evolution différenciée des services de base (CITI 35)	10
2.4- Modeste croissance du secteur de l'eau (CITI 36 - 39).....	11
2.5- Baisse du secteur de la Construction (CITI 41 –43).....	13
2.6- Croissance négative des branches Commerce (CITI 45–47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)	15
2.7- Croissance modérée de la branche Communication (CITI 58-63).....	16
2.8- Tendance haussière des activités financières et d'assurances (CITI 54-66) .	16
2.9- Croissance positive du secteur Immobilier (CITI 68).....	16
2.10- Hausse des services non marchands (CITI 84-94).....	17
2.11- Evolution à la hausse des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88).....	17
III- FLUCTUATION NEGATIVE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE GLOBALES	18
3.1- Evolution différenciée des composantes de l'Offre Globale	20
3.2- Croissance mitigée des composantes de la Demande Interne	20
IV- PERSPECTIVES POUR 2022	21

I- RÉSUMÉ : NOUVELLE CONTRACTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

L'économie haïtienne n'a pas pu, encore une fois, renverser la tendance et renouer avec la croissance en 2021. Le PIB, en volume, qui avait enregistré une baisse de -3,3% en 2020 a contracté de -1,8% au terme de l'exercice fiscal 2021, passant respectivement de 625.6 à 614.3 milliards de gourdes constantes. Ceci confirme le recul de l'économie déjà prévu par les autorités et certaines institutions spécialisées, et montre également que la récession perdure (dépression économique) après les deux chutes précédentes du PIB en 2019 et en 2020.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette contre-performance de l'économie. En effet, particulièrement plombée par le climat d'instabilité marqué par un accroissement effréné du phénomène de l'insécurité, l'économie haïtienne a été quasiment prise en otage. La détérioration du PIB en 2021 est inscrite dans un contexte de crise socio-politique aigüe qui a atteint son paroxysme avec l'assassinat du Président de la République en juillet de cette année, sans oublier la crise sanitaire mondiale qui continue d'impacter certains secteurs d'activité.

Même s'il n'y a aucune commune mesure entre l'ampleur des effets négatifs de la pandémie du Coronavirus sur la plupart des grandes économies à travers le monde et ce qui s'est passé en Haïti, force est de reconnaître que les mesures adoptées par les pays concernés pour lutter contre sa propagation ont impacté directement ou indirectement certaines activités de l'économie. C'est le cas, par exemple, d'un secteur transversal comme les industries touristiques qui continuent en 2021 à faire les frais de certaines restrictions imposées dans les déplacements à travers le monde. Evidemment, les difficultés auxquelles fait face le Tourisme ont des effets induits sur d'autres secteurs tels que le Transport, le Commerce, l'Hôtellerie, la Restauration, pour ne citer que ceux-là.

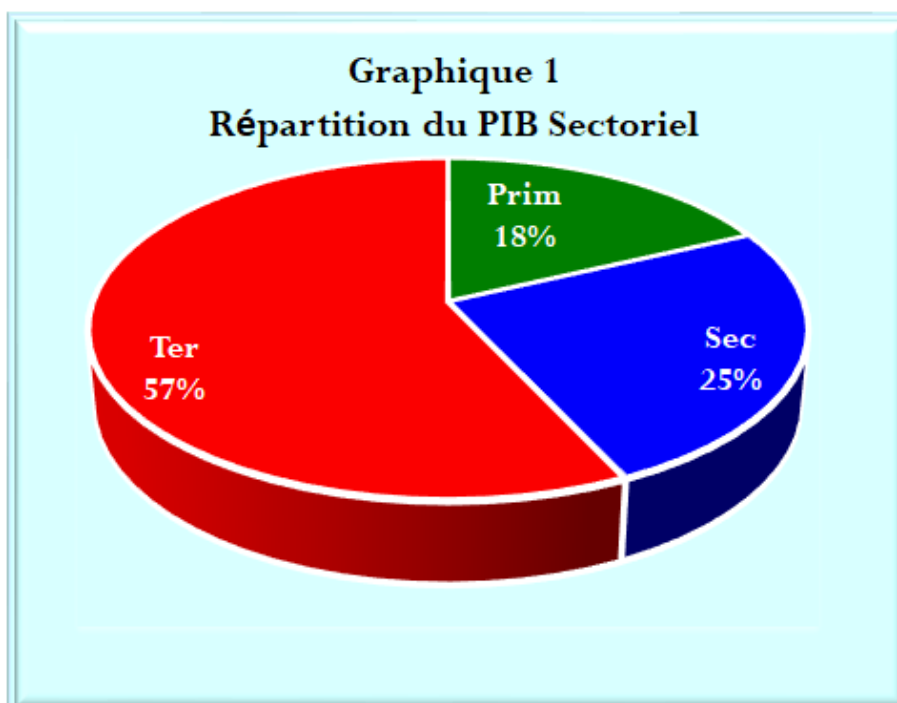
Il convient également de noter que les crises occasionnelles de rareté de carburant enregistrées dans le pays ont eu des incidences négatives relativement importantes sur certains secteurs d'activité pour lesquels cette matière première constitue un intrant indispensable dans le processus de production. En outre, bien que ce soit arrivé le 14 août, un peu plus d'un mois avant la fin de l'année fiscale, le séisme qui a frappé la région méridionale du pays a affecté considérablement l'économie du Grand Sud au cours du dernier trimestre de l'exercice fiscal 2021.

Par conséquent, les trois grands secteurs de l'économie ont tous pâti de la situation morose qui a prévalu en 2021. Le secteur primaire, avec environ 106,1 milliards de gourdes en valeur constante, s'est incliné de -4,1% contre -2,4% en 2020. Se chiffrant à 142,7 et 332,6 milliards de gourdes constantes, les valeurs ajoutées des secteurs secondaire et tertiaire ont décliné respectivement de -2,4% et de -2,0% en comparaison avec l'exercice antérieur.

TABLEAU 1
VALEUR AJOUTEE PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
DE 2016-2017 A 2020-2021
BASE 2011-2012

SECTEURS D'ACTIVITE	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	VARIATION
						ANNUELLE EN 2021
SECTEUR PRIMAIRE	113 705	115 348	113 262	110 572	106 066	-4,1
SECTEUR SECONDAIRE	172 771	169 500	157 596	146 314	142 731	-2,4
SECTEUR TERTIAIRE	330 232	336 383	343 447	339 375	332 588	-2,0
VALEUR AJOUTEE BRUTE TOTALE	616 708	621 231	614 304	596 261	581 385	-2,5

SOURCE : DSE / IHSI



Vu sous l'angle de l'Offre et de la Demande Globales, la mauvaise performance du PIB a eu essentiellement pour origine le fléchissement des Investissements qui ont enregistré, en volume, une baisse considérable de -21,8%. En attestent les investissements des administrations publiques qui ont chuté de -28%¹ par rapport à l'année dernière. Toutefois, malgré leur faible niveau qui n'atteint pas 15,0% de ceux de 2017, il convient de signaler, qu'en dépit de tout, les investissements directs étrangers ont, au contraire, augmenté de 105,2% passant de 25,0 millions de dollars américains en 2020 à 51,3² millions à la fin de l'exercice fiscal 2021.

En ce qui concerne les prix à la consommation, l'inflation a terminé l'année fiscale 2021 avec des hausses en glissement et moyenne annuels de 13,1% et 15,9%, contre respectivement 22,9% et 25,1% l'année dernière. De son côté, le taux de change moyen annuel sur le marché formel a affiché une tendance baissière de -18,8% avec 81,1³ gourdes pour un dollar en 2021 contre 99,9 gourdes en 2020. Parmi les principaux éléments qui ont agi sur l'inflation en 2021, on peut mentionner :

- i) La diminution de l'offre de denrées alimentaires à l'échelle mondiale, consécutive à l'insuffisance de main-d'œuvre provoquée par la COVID 19, impactant les prix des produits importés.*
- ii) La hausse des prix des produits alimentaires sur le marché international, résultant de la flambée des cours mondiaux du pétrole à partir de 2020, a affecté les prix des produits importés sur le marché local.*
- iii) Les pénuries artificielles de carburant, l'insécurité grandissante qui a provoqué une certaine limitation dans les transportations de marchandises inter et intra régionales constituent, entre autres, des facteurs internes ayant influencé l'évolution des prix en 2021.*
- iv) Par contre, le ralentissement de la décôte de la gourde par rapport au dérapage de l'année dernière a contribué à maintenir l'inflation à un niveau inférieur à celui de l'année fiscale 2020.*

¹ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

² Banque de la République d'Haïti (BRH) – Balance des Paiements

³ Banque de la République d'Haïti (BRH)

Tableau 2
Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)
au cours de l'exercice fiscal 2020-2021

MOIS	2019-2020	2020-2021	Glissement annuel (%)
Octobre	129.7	157.7	21.6
Novembre	132.0	158.5	20.1
Décembre	134.3	160.1	19.2
Janvier	136.4	162.0	18.8
Février	138.8	163.7	17.9
Mars	141.2	165.5	17.2
Avril	144.0	167.0	16.0
Mai	147.3	168.7	14.5
Juin	151.7	170.8	12.6
Juillet	155.3	174.3	12.2
Août	160.4	177.9	10.9
Septembre	159.6	180.5	13.1
Moyenne annuelle	144.2	167.2	15.9

Source Bureau des Prix / IHSI

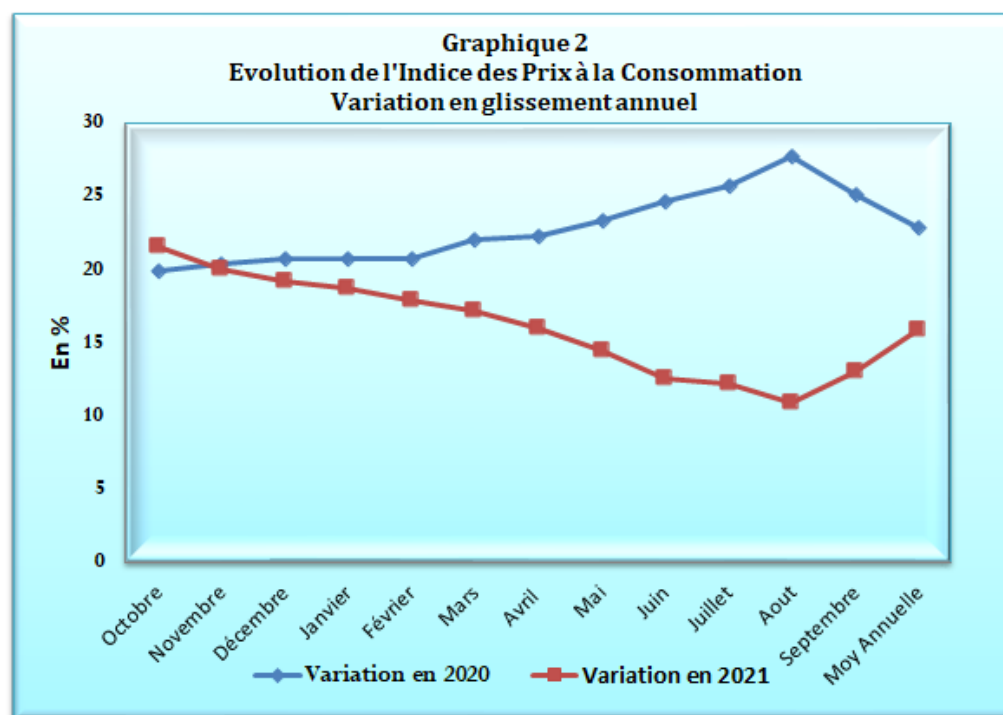
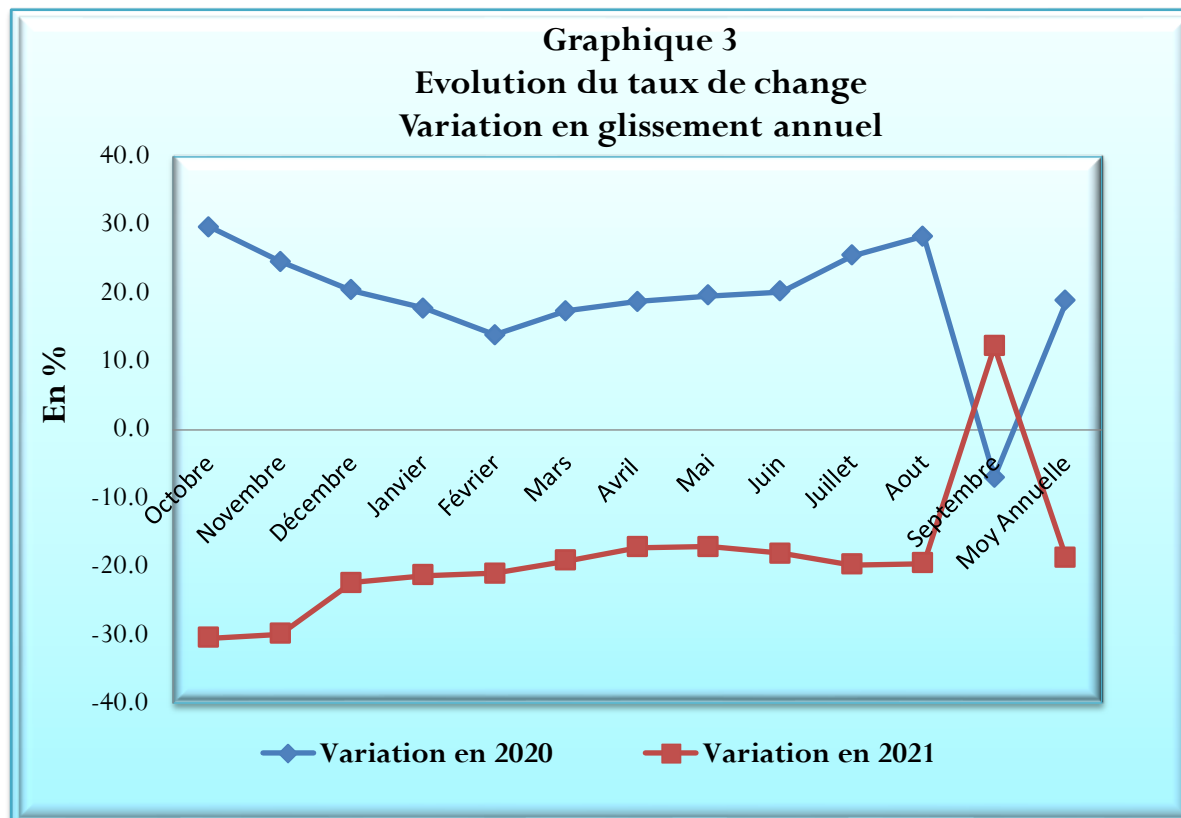


Tableau 3
Evolution du Taux de change
au cours de l'exercice fiscal 2020-2021
(Taux de référence de la BRH à l'achat)

MOIS	2019-2020	2020-2021	Glissement annuel (%)
Octobre	92.1	64.0	-30.5
Novembre	91.7	64.3	-29.9
Décembre	91.9	71.3	-22.4
Janvier	92.2	72.5	-21.4
Février	93.8	74.1	-21.0
Mars	96.7	78.1	-19.2
Avril	99.9	82.7	-17.2
Mai	106.3	88.1	-17.1
Juin	111.5	91.2	-18.2
Juillet	116.8	93.7	-19.8
Août	119.7	96.2	-19.6
Septembre	86.8	97.4	12.2
Moyenne annuelle	99.9	81.1	-18.8

SOURCE: DSE/IHSI/BRH



II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB

2.1- Chute de la branche agricole et des industries extractives (CITI 01-09)

La valeur ajoutée de la branche **Agriculture, Sylviculture, Elevage et Pêche** qui est évaluée à environ 99,5 milliards de gourdes à prix constants a, une fois de plus, fléchi (-4,1%) par rapport à l'année antérieure où elle avait atteint 103,8 milliards de gourdes. Très vulnérable aux chocs naturels dont elle a été encore un peu la proie en 2021, l'Agriculture, à l'instar de beaucoup d'autres secteurs d'activité, a de nouveau subi les contrecoups de la situation générale délétère du pays. Ainsi, au regard de son apport au PIB, l'année 2021 est considérée comme étant la pire pour le secteur agricole au cours de la dernière décennie.

Selon les estimations établies à partir des données⁴ quantitatives - en provenance du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) - et des informations⁵ qualitatives - fournies par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) - certaines cultures qui se trouvaient déjà en berne se sont encore retrouvées à l'origine du déclin de la production agricole en 2021.

Hormis la production de riz qui a crû de 6,1%, les autres produits céréaliers tels que le maïs et le sorgho ont diminué en moyenne de -12,9% contre -8,5% en 2020. On dénombre également les tubercules qui ont chuté de -5,6% contre -1,4% en 2020, à l'exception de l'igname qui s'est bien comporté avec une croissance positive de 21.0%.

Parmi les autres denrées dont la production a aussi régressé, on retrouve les cultures maraîchères (-5,1%), la banane (-16%), les haricots (-13%), l'orange (-23%), les autres fruits se sont affaiblis en moyenne de -18,3% contre -15,7% en 2020. Par contre, la production des citrus et limes a fait exception avec une hausse de 3,1%, malgré tout inférieure à celle de 2020 (7,5%)

De nombreux facteurs peuvent expliquer le déclin de la production agricole de cette année, notamment:

- i) Une perte de productivité due à la dégradation de beaucoup de bassins versants ;
- ii) Des contraintes liées à l'irrigation dans certaines régions à haute intensité agricole ;

⁴ Ministère de l'Agriculture, des ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

⁵ Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)

- iii) Une insuffisance des investissements dans le secteur ;
- iv) Une réduction des espaces cultivables dues à la prolifération de constructions anarchiques ;
- v) Un manque et une inadéquation des crédits accordés dans le secteur ;
- vi) Une réduction des aides en faveur des groupements paysans cultivateurs à travers l’octroi d’outils et de semences agricoles dans le cadre des programmes visant le renforcement de la production agricole tels que le Programme d’Intensification Agricole (PIA) ainsi que d’autres projets inclus dans le Programme baptisé Plan National d’Investissement Agricole 2016-2021 (PNIA 2016-2021) .

De leurs côtés, les **industries extractives** ne sont pas sorties du lot. Elles ont aussi évolué à la baisse avec une décroissance de leur valeur ajoutée constante de -3,2% contre -1,0% pour l’exercice précédent. Elles épousent ainsi la tendance baissière affichée par le secteur de la Construction dont elles servent d’intrants.

2.2- Croissance négative des industries manufacturières (CITI 10 – 33)

Avec une valeur ajoutée totalisant approximativement 107 milliards de gourdes à prix constants, les **industries de fabrication** ont diminué de -1,7% par rapport à l’année précédente où elles s’étaient inscrites à -4,2%. La quasi-totalité des branches d’activité regroupées au sein de ce secteur ont enregistré une croissance négative à l’exclusion des industries du secteur textile, de la fabrication de produits en bois, de celles relatives aux ouvrages métallurgiques ainsi que les industries de fabrication de meubles. Toutefois, les faibles croissances de ces industries se révèlent nettement insuffisantes pour pouvoir inverser la tendance globale du secteur manufacturier.

2.3- Evolution différenciée des services de base (CITI 35)

Les **services de base** renferment essentiellement la production et la distribution de l’électricité et de l’eau. Totalisant 8.8 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constants, ils ont enregistré globalement une baisse de -5,2% contre -13,8% en 2020. Les deux composantes ont connu toutefois une évolution contrastée avec une tendance baissière pour l’Electricité et haussière pour l’Eau.

Estimée en effet à 3.2 milliards de gourdes constantes, la valeur ajoutée de la branche Electricité a reculé de -16,4% par rapport à l’exercice antérieur où elle avait également décliné de

-25,2%. La production globale d'électricité évaluée à 545,0⁶ millions de kwh en 2021 a régressé de -4,7% par rapport à l'année 2020 où elle s'était installée à 572,1 millions de kwh.

Le déclin de la production d'énergie électrique est consécutif aux difficultés rencontrées par ses deux composantes. La production thermique, estimée à 411,5 millions de kwh en 2021, a subi une contraction de -4,0% par rapport à l'année précédente.

Plusieurs facteurs peuvent être évoqués pour expliquer cette déficience de production. Sur le plan structurel, les défis concernant la réalisation d'ouvrages importants au niveau de certaines centrales électriques ainsi que la réhabilitation des infrastructures des réseaux de production et de distribution demeurent encore des obstacles auxquels l'EDH continue encore de faire face. Sur le plan conjoncturel, la Compagnie a également souffert d'une rareté de carburant notamment en mazout, ce qui a empêché aux moteurs de tourner à plein régime. Les retards enregistrés dans la finalisation des travaux et dans l'inauguration de certaines centrales peuvent être aussi associés à des contraintes conjoncturelles,

En ce qui concerne les centrales hydroélectriques, les données partielles indiquent que le niveau de production a également régressé passant de 143,5 millions de kwh en 2020 à 133,8 millions à la fin de l'année fiscale 2021, soit une baisse de -6,7%. La réduction de la production de cette composante est essentiellement due à une pénurie d'eau provoquée principalement par la rareté de pluie dans les régions d'implantation de ces centrales ainsi que par l'abaissement du niveau d'eau des lacs et des rivières nécessaire au fonctionnement des turbines.

2.4- Modeste croissance du secteur de l'eau (CITI 36 - 39)

Contrairement à l'énergie, la branche Production et Distribution d'Eau et Assainissement a connu globalement une augmentation de 2,7% par rapport à l'année fiscale 2020. Avec une valeur ajoutée équivalant à 5 415 millions de gourdes à prix constants en 2020, elle est passée à 5,563 millions au terme de l'exercice fiscal 2021.

En effet, après avoir atteint 33,8 millions de mètres cubes d'eau en 2020, la production globale du secteur de l'eau s'est élevée à 34,7⁷ millions de mètres cubes en 2021, soit une progression de 2,8% par rapport à l'année 2020. Cette performance du secteur de l'eau résulte de l'évolution mitigée de ses deux composantes.

⁶ Tableau de Production d'énergie (données partielles) – Electricité d'Haïti (EDH)

⁷ Tableau de Production – Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)

La production des sites de forage qui avait atteint 20,3 millions de mètres cubes d'eau en 2020 a enregistré un accroissement de 7,5% en réalisant 21,8 millions de mètres cubes au terme de l'année fiscale 2021.

Selon des informations qualitatives recueillies du Service de production de la Direction Nationale de L'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA), cette dynamique de croissance s'inscrit dans le cadre d'une campagne visant l'augmentation et l'assainissement de l'eau en vue de répondre aux urgentes nécessités relatives à la crise sanitaire de la COVID 19.

Même s'il reste encore beaucoup à faire pour satisfaire la demande de la population en eau potable, quelques actions entreprises par la DINEPA ont aussi contribué à l'augmentation de la production et distribution d'eau en 2021. On peut citer à titre indicatif :

- i) Les travaux entrepris dans le cadre du projet de réhabilitation et d'extension du Système d'Approvisionnement en Eau Potable (SAEP) tant au niveau de l'Aire Métropolitaine que dans certaines villes de province dont Arcahaie, Fort-Liberté et dans le Département du Centre de concert avec l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) à travers le fonds FCAS ;
- ii) Les travaux de construction et de réhabilitation de cinq blocs sanitaires dans la commune de Port-au-Prince cofinancés par l'Union Européenne et le Fond de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement de l'AECID ;
- iii) Les travaux de réhabilitation des systèmes de pompages et de constructions de réservoirs et de clôtures dans la commune de Port-au-Prince financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Contrairement à la performance de la production issue des sites de forage, celle découlant des sources s'est de nouveau abaissée passant de 13,5 millions de mètres cubes d'eau en 2020 à 12,9 millions de mètres cubes en 2021, soit une contraction de -4,2%.

Beaucoup d'obstacles et de contraintes structurelles se retrouvent encore à l'origine de la déficience de ce segment de production, tels que :

- i) La vétusté et la défaillance de canaux de distribution ;
- ii) La dégradation de l'environnement dans la périphérie de certaines sources à cause de la prolifération de constructions anarchiques, ce qui a entraîné la fermeture de quelques-unes d'entre elles ;

- iii) Les prises clandestines qui provoquent des pertes en eau au niveau du réseau ;
- iv) Les contraintes financières, etc.

En dehors de ces obstacles, les raretés d'eau, provoquées par manque de pluie entraînant la diminution du débit à partir des points de captage, sont considérées comme les principales causes du recul de la production d'eau en provenance des sources.

2.5- Baisse du secteur de la Construction (CITI 41 -43)

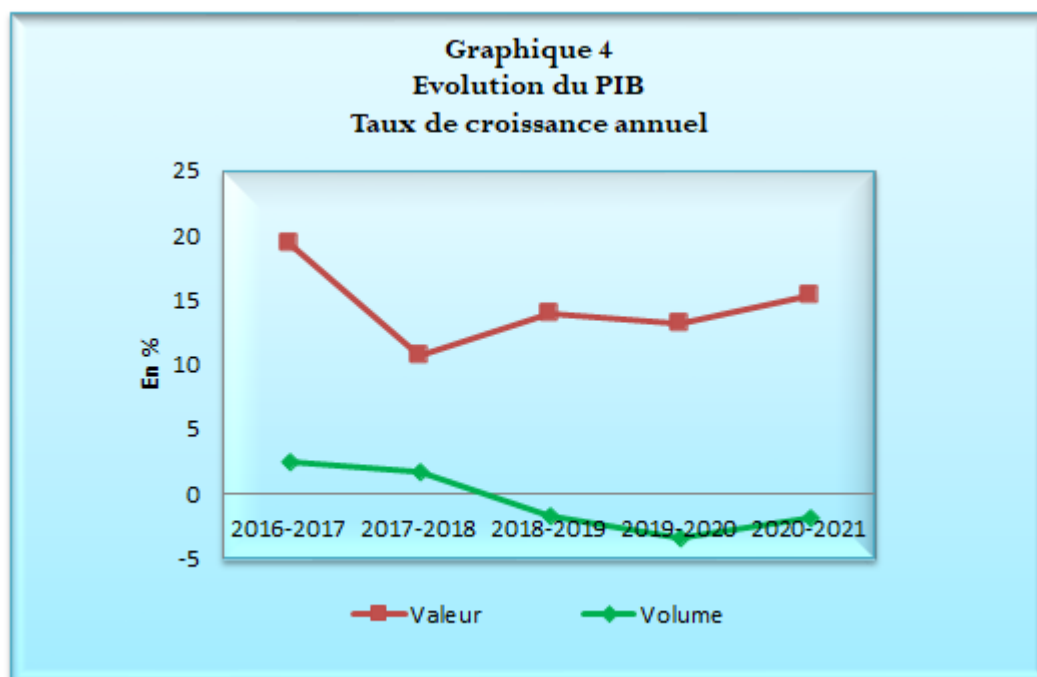
La valeur ajoutée de la branche des **Bâtiments et Travaux Publics (BTP)** qui se chiffrait à 28,6 milliards de gourdes en 2020 est tombée à 27,3 milliards de gourdes en 2021, accusant ainsi une contraction, en volume, de -4,5%.

Connexe à la branche des industries extractives et à celle relative à la fabrication des ouvrages minéraux non métalliques, la tendance baissière des BTP est compatible à celle de ces deux branches qui ont aussi régressé en 2021.

TABLEAU 4
VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHES D'ACTIVITE
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
DE 2016-2017 A 2020-2021
BASE 2011-2012

CODE CITI	BRANCHE D'ACTIVITE	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
	SECTEUR PRIMAIRE	113,705	115,348	113,262	110,572	106,066
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	106,938	108,449	106,377	103,760	99,473
05-09	Activités extractives	6,768	6,898	6,884	6,813	6,593
	SECTEUR SECONDAIRE	172,771	169,500	157,596	146,314	142,731
	Activités de fabrication	115,749	112,169	113,269	108,515	106,696
10-33	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	6,144	5,997	5,105	3,818	3,194
35	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	5,374	5,471	5,603	5,415	5,563
36-39	Construction	45,504	45,864	33,618	28,565	27,278
	SECTEUR TERTIAIRE	330,232	336,383	343,447	339,375	332,588
45-47	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	132,439	141,911	145,231	140,986	129,597
49-53	Transport et Entreposage	18,896	16,756	14,368	10,893	9,048
55 - 56	Activites d'Hebergement et de Restauration.	8,996	9,120	9,124	8,838	8,608
58-63	Information et Communication	11,760	12,268	12,578	12,633	12,896
64 - 66	Activités Financières et d'Assurances	24,166	17,096	18,937	19,016	19,485
68	Activites Immobilières	25,129	25,505	26,213	26,512	28,414
84	Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	28,846	31,546	32,878	34,477	35,366
85	Education	27,064	27,934	28,627	29,240	30,157
86 - 88	Santé et Action Sociale	21,662	22,390	22,801	23,597	25,207
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	31,273	31,857	32,689	33,182	33,810
	VALEUR AJOUTEE	616,708	621,231	614,304	596,261	581,385
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	30,778	37,055	32,892	29,297	32,924
	PIB	647,487	658,286	647,196	625,558	614,309
	TAUX DE CROISSANCE DU PIB	2.5	1.7	-1.7	-3.3	-1.8

SOURCE : DSE / IHSI



En attestent également les projets d'investissement public du secteur de la Construction qui ont fléchi de -32%⁸ par rapport à l'année antérieure. La pression ambiante liée au phénomène de l'insécurité n'a pas été non plus de nature à encourager des investissements lourds dans ledit secteur.

2.6- Croissance négative des branches Commerce (CITI 45–47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)

Globalement, la valeur ajoutée de ces trois branches d'activité dont le poids équivaut à un peu plus de 44% dans le secteur des services est estimée à 147,3 milliards de gourdes en terme réel, soit une baisse de -8,7% contre -4,7% pour l'exercice fiscal antérieur.

La branche **Commerce de gros et de détail**, à hauteur de 129,6 milliards de gourdes constantes comme valeur ajoutée, est en baisse de -8,1% par rapport à l'année 2020 où elle avait également enregistré une croissance négative de -2,9%.

Tributaire essentiellement des activités liées à la production locale et aux importations, le fléchissement de la branche Commerce dérive en partie de la précarité du secteur agricole et des industries manufacturières locales dont la production s'est également affaiblie au cours de l'exercice.

De par sa proximité avec le secteur commercial, la branche **Transport et Entreposage** a, elle aussi, épousé une tendance baissière. Avec une valeur ajoutée de 9.1 milliards de gourdes à prix constants, elle a oscillé de -16,9% par rapport à l'année antérieure.

Le recul de cette branche, plutôt transversale, est liée au ralentissement de certaines activités économiques dans le pays . Dans une certaine mesure, le Transport a été également en proie à des difficultés majeures causées par les pénuries de carburant et les mouvements des groupes armés, notamment la situation qui a prévalu à l'entrée sud de la Capitale.

La branche **Hébergement et Restauration** qui est en rapport avec l'activité commerciale, le transport et le tourisme a, elle aussi, évolué à la baisse. Evaluée à 8.8 milliards de gourdes à prix constants en 2020, la valeur ajoutée de cette branche est tombée en 2021 à 8.6 milliards, soit une chute de -3,1%. Tout comme l'année dernière, cette branche a fait encore les frais, d'une part des mesures de restrictions de voyages à travers le monde en raison de la

⁸ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

COVID 19 et d'autre part, des effets néfastes du phénomène de l'insécurité sur les déplacements des gens et des biens dans le pays.

2.7- Croissance modérée de la branche Communication (CITI 58-63)

La valeur ajoutée de cette macro branche est constituée de celle issue des services de **Télécommunication** et également de celle résultant de la production des activités d'**Edition et de Programmation et Diffusion**. Estimée à 12.9 milliards de gourdes, en terme réel, à la fin de l'année fiscale 2021, la valeur ajoutée a crû de 2,1% par rapport à l'exercice précédent. En progression depuis plusieurs années, ce secteur a largement bénéficié ces derniers temps du renforcement de l'utilisation des nouvelles technologies de communication pour pallier les contraintes de déplacement liées à la COVID 19 et également à l'insécurité.

2.8- Tendence haussière des activités financières et d'assurances (CITI 54-66)

Après une faible croissance de 0,4% en 2020, la valeur ajoutée de la branche des activités financières et d'assurances a enregistré, cette année, un accroissement de 2,5%, atteignant 19,5 milliards de gourdes constantes contre 19,0 milliards pour l'exercice fiscal précédent.

Les principales composantes de cette branche d'activité ont toutes affichées une évolution positive de leur valeur ajoutée. Les activités au niveau du secteur bancaire se sont positionnées avec une valeur ajoutée en hausse de près de 3%. Les micros finances ainsi que les autres institutions de crédit ne sont pas non plus en reste avec un accroissement moyen de 3.0% de leur valeur ajoutée.

Du côté du secteur des assurances, la valeur ajoutée a également évolué à la hausse passant de 727,3 millions de gourdes à 756,8 millions, soit une progression en volume de 4,1%.

2.9- Croissance positive du secteur Immobilier (CITI 68)

La valeur ajoutée de la branche des activités immobilières a enregistré, encore une fois, une croissance positive en 2021. S'étendant avec une progression moyenne de 2,3% sur les cinq dernières années, elle s'est amplifiée de 7,2% au terme de l'année fiscale 2021 en enregistrant 28,4 milliards de gourdes à prix constants contre 26,5 milliards en 2020.

A l'instar de l'année 2020, on serait tenté de dire que, pour cette branche, les mêmes causes produisent les mêmes effets. La hausse de la valeur ajoutée de ce secteur pourrait être attribuée à l'effet de l'augmentation de la demande de logements résultant, entr'autres, du déplacement d'une bonne partie de la population fuyant certains quartiers réputés à risque, pour aller habiter dans des endroits plus ou moins tranquilles. Cette situation aurait provoqué une sorte de déséquilibre entre l'offre et la demande de logements avec, du coup, des effets sur les coûts de ces derniers.

2.10- Hausse des services non marchands (CITI 84-94)

Les services non marchands sont constitués essentiellement des producteurs qui fournissent gratuitement ou quasi gratuitement des biens et services à la population. Il s'agit entre autres : de l'Administration Publique (APU), de la Sécurité Sociale, et des Institutions sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), dont font partie les organisations non gouvernementales (ONG).

De 34,5 milliards de gourdes, en terme réel, réalisés en 2020, la valeur ajoutée de ce secteur est passée à 35,4 milliards en 2021, soit une progression de 2,6%, contre 4,9% par rapport à l'année précédente.

2.11- Evolution à la hausse des branches Education (CITI 85), Santé et Action Sociale (CITI 86-88)

Après avoir affiché une modeste croissance de 2,1% en 2020, la valeur ajoutée de la branche **Education** s'est chiffrée à 30,2 milliards de gourdes en 2021, soit un accroissement, en volume, de 3,1% par rapport à 2020.

A l'origine de cette croissance se trouve une augmentation de 3%⁹ des effectifs scolaires, c'est-à-dire du nombre d'élèves qui ont intégré les établissements scolaires au cours de l'année fiscale 2021. Ce résultat est établi à partir des informations relevant des registres du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) sur les matricules scolaires.

Littéralement, la valeur ajoutée de la branche **Santé et de l'Action Sociale**, à hauteur de 25,2 milliards de gourdes à prix constants réalisés en 2021, contre 23,6 milliards en 2020, a globalement progressé de 6,8% par rapport à l'année précédente. L'augmentation de la valeur

⁹ Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) – Tableau des Matricules Scolaires

ajoutée de cette branche d'activité est surtout tirée par un accroissement des dépenses sanitaires et sociales ainsi que par une accumulation du nombre de patients admis dans les hôpitaux et du nombre de personnes consultées ne nécessitant pas d'hospitalisation. La part de l'Action Sociale ne représente que 5% du total de la valeur ajoutée de la branche.

III- FLUCTUATION NEGATIVE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE GLOBALES

L'offre globale de biens et de services disponibles sur le marché a enregistré une fluctuation négative au terme de l'année fiscale 2021. En effet, l'offre globale qui est identique à la demande globale en terme de grandeur a affiché une baisse de -0,6% en atteignant, en volume, le montant global de 851,7 milliards de gourdes contre 856,7 pour l'exercice d'avant.

TABLEAU 5
OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES COURANTES
De 2016-2017 A 2020-2021
BASE 2011-2012

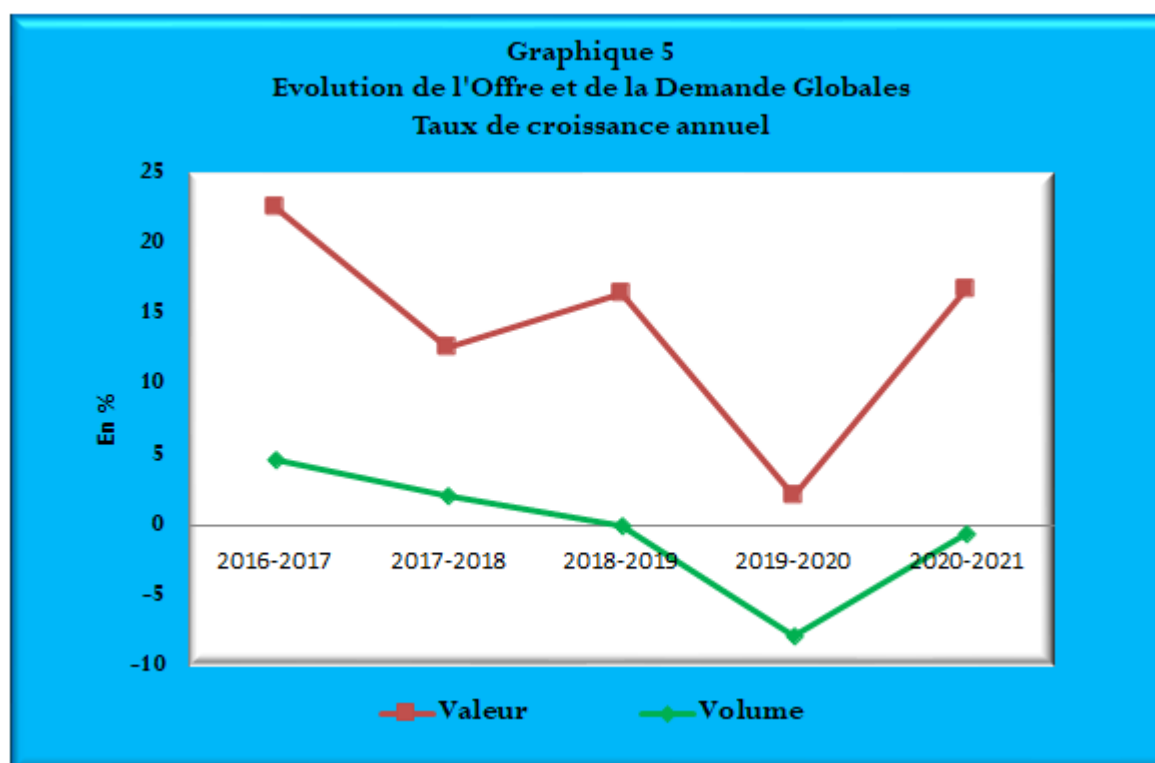
AGREGATS	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
PIB	986,919	1,076,413	1,244,014	1,449,887	1,699,209
IMPORTATION	342,333	392,333	465,857	431,528	508,604
OFFRE GLOBALE	1,329,252	1,468,745	1,709,871	1,881,416	2,207,813
CONSOMMATION FINALE TOTALE	1,020,522	1,150,924	1,311,336	1,513,810	1,780,244
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	922,905	1,038,827	1,195,948	1,374,547	1,615,217
CONSOMMATION FINALE DES APU	78,243	88,672	90,855	106,017	126,575
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	19,374	23,425	24,534	33,246	38,453
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	199,481	201,395	252,809	256,675	306,674
EXPORTATION	109,249	116,427	145,725	110,931	120,894
DEMANDE GLOBALE	1,329,252	1,468,745	1,709,871	1,881,416	2,207,813

SOURCE : DSE / IHSI

TABLEAU 5 (suite)
OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
De 2016-2017 A 2020-2021
BASE 2011-2012

AGREGATS	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
PIB	647,487	658,286	647,196	625,558	614,309
IMPORTATION	262,870	271,579	282,873	231,168	237,439
OFFRE GLOBALE	910,357	929,865	930,069	856,726	851,748
CONSOMMATION FINALE TOTALE	728,299	758,236	745,857	724,138	738,011
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	654,805	681,858	675,815	645,981	653,370
CONSOMMATION FINALE DES APU	58,657	61,106	55,875	62,071	68,101
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	14,838	15,272	14,166	16,086	16,540
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	110,315	104,578	112,595	89,411	69,962
EXPORTATION	71,742	67,051	71,618	43,177	43,775
DEMANDE GLOBALE	910,357	929,865	930,069	856,726	851,748

SOURCE : DSE / IHSI



3.1- Evolution différenciée des composantes de l'Offre Globale

Toutefois, ses deux grandes composantes ont affiché une croissance différenciée. Le Produit Intérieur Brut (PIB), comme on vient de voir, a chuté de 1.8%. De son côté, le montant total de la deuxième composante de l'Offre Globale, en l'occurrence, les importations, a progressé de 2.7%, passant de 231,2 milliards de gourdes constantes en 2020 à 237,4 milliards en 2021.

L'analyse de la structure des importations révèle que ce sont surtout les articles manufacturés (61,4% de croissance contre -17,1% en 2020), les combustibles minéraux (17,4% contre -35,2% en 2020), les produits alimentaires (9,4% contre -9,8%) et les machines et matériels de transport (33,4% contre -27,8% en 2020) qui ont contribué à cette performance des importations¹⁰.

3.2- Croissance mitigée des composantes de la Demande Interne

Constituée de la Consommation Finale des Ménages (+1,1%), de la Consommation de l'Administration Publique (+9.7%), de celle des Institutions Sans But Lucratifs au Service des Ménages (+2.8%) et de la Formation Brute de Capital Fixe/Investissement (-21,8%), la demande interne dont les composantes ont affiché une tendance mitigée a régressé de -0,7 % en terme réel, totalisant 808.0 milliards de gourdes, contre 813.5 milliards en 2020.

L'accroissement de la Consommation Finale des Ménages a été soutenu, en partie, par les envois de fonds des résidents à l'étranger qui ont crû de 21.4% en accumulant environ 4.2¹¹ milliards de dollars américains en 2021, contre 3.5 milliards en 2020. De son côté, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a chuté de -21.8% par rapport à 2020. Cette forte baisse est plutôt compatible avec la chute des dépenses en investissement au niveau des administrations publiques qui sont évaluées à 10.6¹² milliards de gourdes en 2021, contre 14.8 milliards en 2020, soit une chute de -28,0%.

La demande externe (exportations de biens et services) qui représente seulement 5,1% de l'offre globale a totalisé 43,8 milliards de gourdes à la fin de l'année fiscale 2021,

¹⁰ Banque de la République d'Haïti (BRH) : Balance des Paiements 2021

¹¹ Banque de la République d'Haïti (BRH) – Balance des Paiements

¹² Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

progressant ainsi de 1,4%, en terme réel. après avoir atteint 43,2 milliards en 2020. La hausse de la demande externe est compatible avec l'accroissement de 22,4% des exportations globales d'Haïti qui ont atteint un peu plus de 1.2¹³ milliards de dollars américains en 2021 contre 1.0 milliard en 2020.

On a dénoté à travers la structure des exportations que ce sont surtout les articles manufacturés (30.15% de croissance contre -27,32 en 2020), les huiles essentielles (4,04% de croissance contre -32,89% en 2020), les articles de la petite industrie (17,42% de croissance contre -16,16% en 2020) et les autres produits industriels (378,8% de croissance,) contre -62,29% en 2020) qui sont surtout à la base de la croissance des exportations¹⁴.

IV- PERSPECTIVES POUR 2022

Les perspectives économiques s'annoncent de plus en plus difficiles à l'horizon 2022. Le pays fait toujours face à de nombreux défis qui risquent encore d'hypothéquer la croissance économique pour le prochain exercice fiscal. Hormis les contraintes structurelles récurrentes qui retardent généralement le développement de beaucoup de secteurs d'activité, l'absence d'un climat propice aux affaires reste et demeure l'un des handicaps conjoncturels majeurs à la relance véritable des activités économiques.

Néanmoins, si des actions adéquates sont menées à temps pour pallier les difficultés découlant des obstacles ci-dessus mentionnés et adresser, du coup, les problèmes posés par divers goulots d'étranglements ; de plus, si on arrive effectivement à concrétiser les souhaits de la reconstruction du Grand Sud, sérieusement affecté par le séisme du 14 août 2021, cela peut éventuellement servir de booster et permettre ainsi à l'économie de sortir la tête de l'eau en 2022.

¹³ Banque de la République d'Haïti (BRH) :

¹⁴ Banque de la République d'Haïti (BRH) :

Institut Haitien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

2, Rue Bégonia, delmas 83, HT6120 DELMAS, HAÏTI

Email : contact@ayiti.digital
dseihsi2000@yahoo.fr

Tel. +509 28 13 1387 / +509 28 11 75 00